



SEUIL DE CRITICITÉ : ON SE MOQUE DE NOUS !



- ▶ Ces derniers temps, deux réunions ont eu lieu sur les « seuils de criticité ».
- ▶ Aujourd'hui, nous en sommes là : deux réunions pour tenter de trouver des solutions à une situation qui est présente partout dans l'établissement et qui s'aggrave un peu plus chaque jour.
- ▶ Est-ce pour se donner bonne conscience que les cols blancs des **DISP** et de la **DGAP** demandent aux chefs d'établissement de réunir les organisations professionnelles et les encadrants afin de discuter de la criticité ? Deux réunions pour rien !



FO JUSTICE ne se réjouit pas de ce genre de réunion où l'on constate qu'on a beau chercher des solutions, le constat reste amer : on en revient toujours à la même situation.



EN EFFET, très peu d'activités sont réellement supprimées. Elles sont simplement décalées, voire reportées. Et la mauvaise idée serait désormais de les repousser sur les week-ends, au moment même où l'établissement fonctionne avec des effectifs encore plus réduits.



CAR NOTRE PROBLÈME MAJEUR reste inchangé : le manque cruel d'effectifs ! Et ce n'est pas le fait de reporter certaines tâches qui changera le problème.



LES AGENTS continueront à s'épuiser au travail à cause de ce manque cruel d'effectifs. Ils continueront à pallier quotidiennement les carences de l'administration et à subir les conséquences d'une situation devenue insoutenable.

**NOUS N'AVONS JAMAIS CONNU UNE TELLE SITUATION
AU SOMMET DE SA CRITICITÉ.**



**SURPOPULATION
PÉNALE**



**MANQUE CRUEL
D'EFFECTIFS**



**RAPPELS
QUOTIDIENS**



**ÉPUISEMENT
PHYSIQUE ET
MORAL**

**IL FAUT ARRÊTER DE SE DIRE ENCORE QUE LA VAGUE
VA ARRIVER SUR NOUS CAR ELLE EST DÉJÀ LÀ
DEPUIS LONGTEMPS ET ON LA PREND AU QUOTIDIEN !**



POUR FO JUSTICE,

le travail engagé sur les seuils de criticité ne doit être qu'un commencement et certainement pas une finalité.

**IL EST GRAND TEMPS QUE L'ADMINISTRATION
DÉFINISSE ENFIN DES SEUILS CLAIRS**

permettant de réduire automatiquement certaines missions lorsque les effectifs ne permettent plus d'assurer un fonctionnement normal de l'établissement.



**LES AGENTS ONT ASSEZ DONNÉ.
IL EST TEMPS QUE L'ADMINISTRATION PRENNE ENFIN
LA PLEINE MESURE DE LA SITUATION.**

**DEPUIS LE MOIS DE MAI,
FO JUSTICE DÉPLORE ET CONSTATE LES EFFORTS
CONSIDÉRABLES DU PERSONNEL :**



Rappels quotidiens des agents.



Difficultés permanentes à couvrir les services de nuit.



RH devenus quasiment impossibles à obtenir.



Tous les deux jours, voire trois grand maximum, un agent doit être rappelé pour assurer le service de nuit.



Les postes fixes sont sollicités quotidiennement pour venir renforcer la détention.



Les agents sont aujourd'hui contraints d'être sur tous les fronts pour assurer la continuité du service.



Chaque absence, mission extérieure, rendez-vous médical ou besoin ponctuel entraîne des découvertes de postes qui doivent être couvertes par les mêmes personnels.



Un seul agent mobilisé sur une mission génère parfois plusieurs postes à couvrir au sein de l'établissement, augmentant encore davantage la charge de travail des équipes présentes.

**1/4 DES AGENTS DE ROULEMENT
ONT DÉPASSÉ LES 108 HEURES SUPPLÉMENTAIRES
SUR LE TRIMESTRE.**

LES POSTES FIXES AUSSI EN PREMIÈRE LIGNE !

FO JUSTICE tient également à souligner l'engagement des personnels affectés sur les postes fixes qui, en plus de leurs missions habituelles, viennent désormais combler les manques du roulement et permettre à l'établissement de continuer à fonctionner.

Pourtant, ces mêmes agents sont aujourd'hui exclus du bénéfice de la prime de 300 euros.

Une décision totalement déconnectée de la réalité du terrain, écorçante pour des personnels qui subissent les mêmes contraintes et participent au même effort collectif.



**VOUS VOULEZ DES SOLUTIONS ?
FORCE OUVRIÈRE MA ARRAS VOUS EN DONNE :**

- ✓ Validez la révision de l'organigramme de référence de notre établissement et mettez les postes correspondants à la CAP.
- ✓ Mettez en urgence des agents en mise à disposition sur l'établissement avant que les agents encore présents ne s'écroulent !
- ✓ Arrêtez les travaux à répétition qui pèsent lourdement sur les conditions de travail des personnels et sur la sécurité.
- ✓ Donnez la prime de 300 euros aux personnels des postes fixes qui, en plus de leurs missions, viennent désormais combler les trous dans le service !
- ✓ Obtenez rapidement 2 contractuels pour le remplacement du collègue sport et de la collègue au secrétariat de direction.



**FAUTE DE VRAIES SOLUTIONS,
FO JUSTICE ARRAS NE PARTICIPERA PLUS
À CES COPILS QUI RESSEMBLENT À UNE MASCARADE
ET CONDUIRA UNE ACTION POUR LE RAS LE BOL
DU PERSONNEL !!**